



**PRESTATIONS DE CONTROLE LEGAL DES COMPTES POUR  
L'ASSOCIATION LES ARTS DECORATIFS PAR MANDAT DE  
COMMISSAIRES AUX COMPTES  
(EXERCICES 2022 – 2027)**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

# SOMMAIRE

## Table des matières

<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>2</b>
ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE 2 – DEFINITION ET CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE .....	3
2.1 – Prestations réalisées dans le cadre du forfait.....	3
2.2 – Conditions d'exécution communes à l'ensemble des prestations .....	5
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	5
ARTICLE 4 – FORME, MONTANT, PRIX ET RÈGLEMENT DU MARCHE .....	6
4.1 – Forme et montants du contrat, régime des prix .....	6
4.2 – Présentation des demandes de paiement .....	7
4.3 – Délai de paiement, intérêts moratoires et indemnité forfaitaire .....	7
4.4 – Avance .....	7
ARTICLE 5 – DUREE DU CONTRAT – DELAI DE REALISATION - PENALITES .....	8
5.1 – Durée du contrat .....	8
5.2 – Délais d'exécution.....	8
5.3 – Calendrier d'exécution des prestations .....	8
5.4 – Pénalités de retard .....	8
ARTICLE 6 – DEFINITION DES INTERVENANTS .....	8
6.1 – Désignation des intervenants aux Arts Décoratifs.....	8
6.2 – Désignation des représentants du titulaire.....	9
6.3 – Informations et autres communications entre les parties au contrat .....	10
ARTICLE 7 – OPERATIONS DE VERIFICATION – PRESENCE DU TITULAIRE .....	10
ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE.....	10
8.1 – Confidentialité .....	10
8.2 – Propriété intellectuelle.....	10
ARTICLE 9 – RESPONSABILITE – ASSURANCES .....	11
ARTICLE 10 – DOCUMENTS A REMETTRE TOUS LES ANS .....	11
ARTICLE 11 – REVOCATION .....	12
ARTICLE 12 – DIFFERENDS ET LITIGES .....	12

## **LES ARTS DECORATIFS - ORGANISATION COMPTABLE, SOCIALE ET FISCALE - CHIFFRES CLES (au 31/12/2021)**

Organigramme sur le site internet

### **Les Arts Décoratifs : organisation comptable, sociale et fiscale**

Les activités de l'institution sont composées de services conventionnés et non conventionnés (écoles). Chaque service fait l'objet d'une comptabilité individualisée, analytique, qui est centralisée au niveau de l'association, pour les besoins de l'arrêté annuel des comptes notamment. A cette occasion, les charges communes et les comptes de liaisons apparaissant dans les comptabilités individuelles sont éliminées en fin d'année, dans les comptes de l'Association.

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié par l'ANC n°2020-08 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'association est accompagnée par un expert-comptable pour l'élaboration des comptes annuels.

A un programme d'investissements annuel incorporel et corporel s'ajoutent des acquisitions d'œuvres financés en majeure partie par des fonds dédiés.

Les salariés de droit privé et fonctionnaires détachés (485) répartis sur 4 sites en France sous le régime de la Convention Eclat (administratifs, scientifiques, enseignants, conférenciers, modèles, alternants). La taxe sur les salaires est assise sur la masse salariale hors secteur commercial et hors école Camondo.

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. Toutefois, certaines activités lucratives accessoires et non prépondérantes (privatisations, concessions et redevances, partenariat, photographies et éditions commerciales) font l'objet d'un secteur distinct lucratif soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

### **Les Arts décoratifs en quelques chiffres**

- Total bilan.....58 M€ (dont 19 M€ de valorisation des bâtiments et des terrains de l'Etat)
- Fonds propres.....32 M€
- Produits d'exploitation.....35 M€ (dont 14,9 M€ de subvention de l'Etat, dont 2,6 M€ en secteur commercial)
- Charges d'exploitation....33 M€

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant afin d'exercer la mission légale de commissariat aux comptes que recouvre la certification des comptes annuels de l'association les Arts Décoratifs.

## **ARTICLE 2 – DEFINITION ET CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE**

### **2.1 – Prestations réalisées dans le cadre du forfait**

#### 2.1.1 – Périmètre des prestations

Les prestations correspondent à la mission légale de commissariat aux comptes que recouvre la certification des comptes annuels des Arts Décoratifs pour les exercices comptables 2022 à 2027.

#### 2.1.2 – Conditions de réalisation

Cette mission se réalisera dans les conditions fixées par le code du commerce, notamment en ses articles L823-1 à L823-21-3. Le titulaire assure notamment les missions suivantes :

- expression d'une opinion sur la régularité et la sincérité des comptes annuels et consolidés,
- la vérification de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations financières,
- la participation aux instances délibératives et dirigeantes des Arts Décoratifs.

Pour former son opinion sur les comptes, le titulaire procède à un audit en appliquant les normes d'exercice professionnel.

Le titulaire propose une méthodologie et un calendrier de travail.

### 2.1.3 – Missions du titulaire :

Les prestations détaillées ci-dessous s'entendent pour chaque exercice comptable (de 2022 à 2027) et sont réalisées dans le cadre du montant à prix forfaitaire.

Ces prestations s'exécutent tout au long de la mission du Titulaire autant que nécessaire. Il s'agit notamment de la réalisation des réunions de démarrage, des travaux de contrôles in et hors situ, des travaux de rédaction, de l'analyse du contrôle interne et des procédures; des étapes de pré-final et final de contrôle, de la vérification de la plaquette des comptes annuels et de la liasse fiscale, des réunions de synthèse entre la responsable comptable, la responsable des services financiers et la directrice administrative et financière, de la participation au Conseil d'administration (2h) ainsi qu'à l'Assemblée Générale annuelle ordinaire (2h) statuant sur les comptes de chaque exercice.

L'intervenant chargé de l'exécution du marché désigné par le titulaire est tenu de participer de sa propre initiative ou à la demande des Arts Décoratifs aux travaux et réunions qui lui permettront de recueillir les éléments nécessaires à l'exécution de ses prestations. Des vérifications intermédiaires, d'un commun accord, pourront intervenir tout au long de l'exercice afin de préparer la clôture finale.

Pour enrichir ses informations, le titulaire pourra organiser des réunions avec la responsable comptable.

Il est attendu du candidat de fournir à cette occasion une information sur les évolutions normatives et de pouvoir répondre aux questions techniques.

Dans le cadre de sa mission légale, le titulaire du marché devra donner son avis sur les méthodes et procédures comptables qui lui semblent les plus pertinentes.

Le titulaire du marché doit aider l'association à progresser dans la lisibilité et la qualité des comptes.

En cas de changement de titulaire par rapport au marché actuel, les prestations incluront également les réunions et travaux relatifs à la reprise du dossier avec le commissaire aux comptes actuel ainsi qu'avec l'équipe interne.

### 2.1.4 Calendrier de clôture

Le service de la comptabilité des Arts Décoratifs procède formellement à la clôture des comptes de l'exercice N entre janvier N+1 et fin février N+1, ce qui intègre les travaux en matière fiscale (taxe d'apprentissage, etc.). L'ensemble des contrôles portant sur ces éléments devra se dérouler de mi-février N+1 jusqu'à mi-mars N+1.

En parallèle, les Arts Décoratifs produisent la plaquette des comptes annuels, le rapport d'activités et le rapport financier du Trésorier de l'exercice N qui permettront notamment à l'Assemblée Générale de donner leur quitus aux administrateurs.

Le Conseil d'administration devant arrêter les comptes clos de l'exercice N se réunit en présence du commissaire aux comptes entre fin mars et mi-avril de l'exercice N+1.

L'Assemblée Générale ordinaire rassemblant les membres des Arts Décoratifs devant approuver les comptes clos et affecter le résultat de l'exercice N doit se réunir en présence du commissaire aux comptes avant le 30 juin de l'exercice N+1.

## **2.2 – Conditions d'exécution communes à l'ensemble des prestations**

### 2.2.1 – Lieu de réalisation des prestations

Conformément aux pratiques, les contrôles ainsi que les réunions de travail seront réalisés dans les locaux des Arts Décoratifs. Il peut être envisagé qu'une partie des travaux soient réalisés dans les locaux professionnels du titulaire.

### 2.2.2 – Fournitures et matériels et matériaux à la charge des parties

L'ensemble des fournitures, matériels et matériaux nécessaires à la réalisation des prestations est à la charge exclusive du titulaire.

### 2.2.3 – Contraintes particulières d'exécution en matière de développement durable

L'ensemble des rendus sera remis sur support électronique et adressé au représentant des Arts décoratifs désigné au 6.1 du présent document.

## **ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du contrat sont les suivantes :

- le règlement de consultation (ci-après « RC ») ;
- le présent cahier des clauses particulières (ci-après « CCP »);
- le document tarifaire ;

## **ARTICLE 4 – FORME, MONTANT, PRIX ET RÈGLEMENT DU MARCHÉ**

### **4.1 – Forme et montants du contrat, régime des prix**

Le présent contrat est :

- mono-attributaire ;
- à prix global et forfaitaire.

Les honoraires sont fixés selon un montant forfaitaire annuel incluant tous les frais et taxes afférents à l'exercice de la mission.

Ils sont justifiés par un plan de mission et un programme de travail établis conformément aux dispositions du Code de Commerce susmentionnés.

Il est important de neutraliser dans le calcul de la base de référence annuelle des honoraires le montant de 19 100 K€, correspondant à l'inscription, imposée par l'Etat, à l'actif de la valorisation des bâtiments et des terrains de l'Etat présent dans le total bilan au 31/12/2021 (58 871 K€) des Arts Décoratifs.

Les prix du marché sont établis hors taxes. Ils sont passibles de la taxe à la valeur ajoutée applicable lors du fait générateur de la taxe.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais (notamment frais de déplacement, frais de séjour, frais de bouche), frais de chancellerie, fournitures, matériels et sujétions du titulaire. Ils comprennent également les frais de transmission de dossier entre le titulaire sortant et le nouveau titulaire au début et à la fin du mandat, le cas échéant. Ils comprennent également les frais relatifs aux services autres que la certification des comptes (SACC).

## **4.2 – Présentation des demandes de paiement**

Pour le règlement des prestations, le titulaire établira sa/ses facture(s) à l'adresse suivante :

Les Arts Décoratifs  
Direction administrative et financière (DAF) - Service de la  
comptabilité 111 rue de Rivoli,  
75001 PARIS ou par mail à l'adresse suivante  
[comptabilite.fournisseurs@madparis.fr](mailto:comptabilite.fournisseurs@madparis.fr)

Outre les mentions légales, la facture comportera les mentions suivantes :

- la référence du marché support ;
- le détail des prestations exécutées et livrées ;
- le montant H.T. et T.T.C. des prestations exécutées (le cas échéant révisé) ;
- le taux et le montant de la T.V.A.

La facture sera envoyée après réception des rapports légaux d'intervention pour chacun des exercices contrôlés.

## **4.3 – Délai de paiement, intérêts moratoires et indemnité forfaitaire**

Le délai de paiement est de 45 jours à compter de la date de réception de la facture.

Les dispositions applicables aux intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont celles fixées aux articles 7 à 10 du décret n°2013-269 en date du 29 mars 2013 et relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

## **4.4 – Avance**

Il n'est pas prévu le versement d'une avance.

## **ARTICLE 5 – DUREE DU CONTRAT – DELAI DE REALISATION - PENALITES**

### **5.1 – Durée du contrat**

La durée du contrat est de soixante-treize (73) mois à compter du jour de notification au titulaire et couvrira notamment les exercices comptables 2022 à 2027 inclus (au plus tard le 30 juin 2028).

Il n'est pas reconductible.

### **5.2 – Délais d'exécution**

Le marché est exécutable après désignation par l'assemblée générale d'approbation des comptes 2021, prévue le 24 juin 2022.

L'Assemblée Générale de l'association devant laquelle le commissaire aux comptes doit faire rapport pour l'approbation des comptes de l'année N, se tient entre le 1er et le 30 juin de l'année N+1.

### **5.3 – Calendrier d'exécution des prestations**

Une réunion annuelle sera organisée entre les Arts Décoratifs et le Titulaire afin d'établir d'un commun accord un calendrier d'exécution des prestations.

La mission se déroulera en trois phases :

- Planification de l'audit ;
- Phase préliminaire à l'arrêté des comptes ;
- Audit des états financiers, émission des rapports et présentation à l'Assemblée Générale annuelle.

Pour chacune de ces phases, le candidat en précisera le calendrier et la durée, les interlocuteurs de l'association qui seront mobilisés et les documents qui devront être mis à sa disposition ainsi que les restitutions ou livrables à chaque étape.

### **5.4 – Pénalités de retard**

En cas de non-respect des délais d'exécution tels que définis à l'article 5.2, de même qu'en cas de non-respect de tout délai d'exécution découlant du présent contrat ou fixé au titulaire dans les conditions fixées à l'article 6.3, le titulaire s'expose à des pénalités de retard équivalentes à 100 € HT par jour calendaire de retard<sup>1</sup>.

## **ARTICLE 6 – DEFINITION DES INTERVENANTS**

### **6.1 – Désignation des intervenants aux Arts Décoratifs**

Les Arts Décoratifs est donneur d'ordre pour les prestations objet du présent marché.

La représentation des Arts Décoratifs au sens de l'article 3.3 du CCAG-FCS est assurée par Mme Viviane Besombes, Directrice administrative et financière. En cas de modification de cet interlocuteur, les Arts Décoratifs s'engage à indiquer au titulaire, le nom de la ou des personne(s) chargée(s) du suivi technique du contrat au sein de l'établissement. L'habilitation de nouveau(x) représentant(s) sera réalisée sans avenant.

---

<sup>1</sup> Etant entendu que toute journée commencée compte pour un jour de retard.



## 6.2 – Désignation des représentants du titulaire

Le titulaire du marché s'engage à :

- Affecter une équipe de travail compétente et qualifiée pour effectuer les prestations objet du présent marché ;
- Nommer un interlocuteur unique apte à prendre toutes les décisions nécessaires à la réalisation du marché et transmettre à l'association la liste nominative des collaborateurs intervenant sur la mission.

L'opérateur économique attributaire du présent contrat est dénommé dans les pièces contractuelles en tant qu'«attributaire » ou « titulaire ». Le titulaire s'engage à notifier aux Arts Décoratifs le nom, la qualité et les fonctions des personnes ayant qualité pour le représenter au sens de l'article 3.4.1 du CCAG-FCS une semaine avant leur intervention dans le cadre de l'exécution du contrat.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer les Arts Décoratifs par écrit et communiquer dans les plus brefs délais, un extrait Kbis mentionnant ce changement.

En cas de transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable des Arts Décoratifs. Le titulaire doit en informer les Arts Décoratifs dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le contrat est cédé :

- ☐ Déclaration sur l'honneur conformément à l'article 48 du décret n°2016-360 ;
- ☐ Certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant la souscription aux obligations sociales et fiscales ;
- ☐ Extrait du registre professionnel pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, (registre du commerce et des sociétés), un extrait D1, (répertoire des métiers), etc... ;
- ☐ Copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s), en cas de redressement judiciaire ;
- ☐ Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- ☐ Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- ☐ Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- ☐ Un RIB pour les coordonnées bancaires ;
- ☐ Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire

La cession du contrat acceptée par les Arts Décoratifs fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du contrat au nouveau titulaire.

### **6.3 – Informations et autres communications entre les parties au contrat**

Conformément à l'article 3 du CCAG.FCS, toute notification, information et/ou autres communications entre les parties au présent contrat faisant courir un délai est faite par tout moyen permettant d'attester la date de réception de ladite notification (échanges dématérialisés du type courriels avec AR, recommandés avec AR, remises contre récépissés).

Toutes les informations et/ou autres communications entre les parties au présent contrat visant à l'interprétation d'une mention spécifique ou d'une clause au contrat n'induisant pas la mise en œuvre d'un avenant pourront se faire selon les mêmes modalités.

## **ARTICLE 7 – OPERATIONS DE VERIFICATION – PRESENCE DU TITULAIRE**

Conformément à l'article 22.3 dudit CCAG.FCS, les Arts décoratifs avisent le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

## **ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE**

### **8.1 – Confidentialité**

Le titulaire et les membres de l'équipe sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du contrat en application de l'article 5 du CCAG/FCS.

Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord exprès préalable des Arts décoratifs.

L'utilisation de tout ou partie des prestations ou des dispositifs informatiques ou contenus à des fins de démonstration ou de promotion, sans accord préalable des Arts décoratifs est interdite.

Le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate du contrat sans préavis ni indemnité dans les conditions fixées à l'article 12 du présent CCP. Les Arts Décoratifs se réserve par ailleurs le droit d'engager les poursuites judiciaires qu'il estimera adaptées à la situation.

Le titulaire reconnaît avoir été informé que toute divulgation d'information confidentielle est susceptible de tomber sous le coup :

- de l'article L. 226-13 du code pénal ;
- de l'article 43 de la loi 78.17 du 6 janvier 1978 (loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### **8.2 – Propriété intellectuelle**

Le titulaire du marché cède et transfère aux Arts Décoratifs, à titre exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle, telle que reconnue par les lois présentes ou futures, le droit d'utiliser, de traduire en toutes langues et de reproduire sur support papier ou sur support numérique les documents rédigés et livrés dans le cadre du présent marché ainsi que leurs mises à jour.

Le titulaire est tenu de fournir la documentation et ses mises à jour en langue française.

## ARTICLE 9 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

Le titulaire est responsable de l'ensemble des préjudices de toutes nature qui pourraient être causés à toutes personnes ou à tous biens, appartenant à l'établissement ou à des tiers, du fait des prestations objet du contrat et de sa présence sur le site, soit de lui-même, soit de son personnel, soit des tiers agissant pour son compte, soit des choses dont il a la garde.

Le titulaire justifie avoir souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle concernant l'ensemble des prestations exécutées dans le cadre du présent marché. Le titulaire justifie que cette assurance comprend les dommages matériels, les dommages corporels, les dommages immatériels.

Le titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et établie en France pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle du fait des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient être causés tant aux Arts Décoratifs qu'à tout tiers dans l'exécution du présent contrat.

Le titulaire s'engage à communiquer aux Arts Décoratifs une attestation d'assurance portant mention de l'étendue de la garantie et ce avant tout commencement d'exécution du contrat.

## ARTICLE 10 – DOCUMENTS A REMETTRE TOUS LES ANS

**S'agissant des titulaires établis ou domiciliés en France**, le titulaire s'engage à communiquer aux Arts Décoratifs, tous les ans et jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les documents visés à l'article D8222-5 du code du travail à savoir :

- dans tous les cas, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code du Travail émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
- et lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ou autre document équivalent fixé à l'article D8222-5 du code du Travail.
- Par ailleurs, lorsque le contrat est conclu avec un prestataire employant des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, le titulaire s'engage à communiquer aux Arts Décoratifs, tous les ans et jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, un document indiquant, pour chaque travailleur étranger, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail conformément aux articles D8254-2 et D8254-4 du code du travail.

**S'agissant des titulaires établis ou domiciliés à l'étranger**, le titulaire s'engage à communiquer aux Arts Décoratifs, tous les ans et jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les documents visés à l'article D8222-5 du code du travail à savoir :

- dans tous les cas, un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le titulaire n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- dans tous les cas, un document attestant de la régularité de la situation sociale du titulaire au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le titulaire est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale

- et lorsque l'immatriculation du titulaire à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou autre document équivalent fixé à l'article D8222-7 du code du Travail.
- Par ailleurs, lorsque le contrat est conclu avec un prestataire établi à l'étranger détachant des salariés sur le territoire national français pour l'exécution du présent contrat, le titulaire s'engage à communiquer aux Arts Décoratifs, tous les ans et jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, un document indiquant, pour chaque travailleur étranger, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail conformément aux articles D8254-3 et D8254-4 du code du travail.

## **ARTICLE 11 – REVOCATION**

Les conditions de révocation du commissaire aux comptes sont celles prévues par les articles L.823-6 et suivants du Code de commerce.

La révocation du commissaire aux comptes ne donnera lieu à aucune indemnité.

## **ARTICLE 12 – DIFFERENDS ET LITIGES**

Tout différend, litige ou autre contestation lié à l'exécution du présent contrat sera porté devant le tribunal de grande instance de Paris.